



En guise d'éditorial,
nous vous présentons
un extrait du
discours du
président prononcé
le 14 avril 2021
lors de l'assemblée
générale annuelle
des Producteurs de
lait du Québec.

C'est notre première assemblée générale annuelle depuis deux ans, et ma première en tant que président. J'ai commencé mes nouvelles tâches dans un contexte de crise sans précédent. Notre industrie a eu à s'adapter rapidement aux besoins instables et chaotiques du marché alors que tout le Québec est passé en mode confinement.

Rapidement, la production alimentaire a été reconnue comme un service essentiel par le gouvernement du Québec, ce qui nous a permis de continuer à faire ce que nous faisons de mieux : nourrir les Québécoises et les Québécois.

Vous, productrices et producteurs de lait, avez été fortement mis à contribution pour réduire la production au cœur du printemps, alors que les troupeaux sont au pic de leur production. Votre solidarité dans ce processus a généré les effets escomptés et vous avez su démontrer toute l'agilité de notre modèle de gestion de l'offre.

Cela n'aurait pas été possible sans les outils indispensables de la mise en marché collective dont se sont dotés les producteurs laitiers d'ici. La réaction québécoise et canadienne à la crise aura été plus rapide, plus coordonnée et efficace que dans les pays qui ne bénéficient pas de cet outil, notamment les États-Unis.

Chez nos voisins du sud, le gouvernement a dû investir des sommes majeures pour soutenir son industrie. Le Farm Bill, qui indemnise les producteurs lorsque leur marge de profit baisse sous un certain seuil, est passé de 279 millions \$ américains en 2019 à 637 millions en 2020. Le gouvernement a également investi près de 4 milliards de dollars dans des programmes et des produits laitiers pour de l'aide alimentaire.

Nos revenus ont nettement été plus bas que ce qui était envisagé pour 2020, avec une hausse sur toute l'année de seulement 0,46 %, mais le travail conjoint de toutes les provinces a permis de déclencher le mécanisme de circonstances exceptionnelles qui a mené à une hausse de près de 2 % pour les classes 1 à 4 en février dernier.

La crise aura aussi mis en lumière l'importance de partager les risques. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait les 10 provinces canadiennes en décidant de mettre en commun l'ensemble de leurs revenus à partir du 1^{er} juin 2020 pour rétablir l'environnement commercial et mieux nous positionner pour le futur comme producteurs laitiers canadiens.

Le contexte de cette crise, combiné à la croissance des importations liées aux accords commerciaux, a eu pour effet de réduire notre croissance. Au cours de la dernière année, les besoins canadiens ont crû de 0,49 % et le quota de P5 de 0,64 %. Ce niveau détonne avec la moyenne des cinq dernières années qui était de 3,7 %. Malgré une croissance moins importante que prévu et la limitation de la production d'avril à juin, la production provinciale a tout de même augmenté de 1 % en 2020.

Cette croissance, on la doit à nos consommateurs qui sont demeurés fidèles à nos produits même si la crise a changé leurs habitudes et lieux de consommation. Les Québécoises et les Québécois ont été conscientisés sur la fragilité des lignes d'approvisionnement dans plusieurs domaines, notamment le secteur alimentaire. Ils ont développé une aspiration commune à consommer local, selon les règles d'ici, et à réduire leur dépendance aux produits étrangers. Ce désir d'autonomie est au cœur même de notre modèle agricole. Nous devons saisir cette opportunité pour renforcer l'appui de la population à la gestion de l'offre. La situation démontre que notre modèle est dynamique et innovant, qu'il a toujours sa place et qu'il est capable de se renouveler.

Ça fait longtemps que nous faisons appel à cette solidarité des consommateurs. Le logo de la petite vache bleue est l'outil idéal pour leur permettre de reconnaître les produits laitiers faits à 100 % avec du lait d'ici pour encourager les producteurs d'ici. Nous méritons cette confiance, mais il faut maintenir tous nos efforts pour la conserver.

Les consommateurs sont de plus en plus soucieux de la qualité des aliments qu'ils mettent dans leur assiette. Ils demandent des produits naturels, locaux et qui sont fabriqués dans le respect des animaux et de l'environnement. Et c'est précisément ce que nous leur offrons. Avec notre programme de certification proAction, nous avons le moyen de démontrer nos bonnes pratiques et nos efforts d'amélioration continue.

Nous avons remporté une grande bataille en 2020 en obtenant une annonce officielle pour le versement des compensations en lien avec les parts de marché concédées dans l'AECG et le PTPGP. Toutefois, cette annonce ne met pas fin à notre bataille pour des compensations. Malgré les nombreux engagements, aucune annonce n'a encore été faite au sujet de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique. En plus des concessions de marchés qui affectent notre niveau de production à la ferme et nos revenus, cet accord nous lie les mains en limitant l'exportation de produits qui nous permettait de valoriser nos SNG en trop. Le plafond de 35 000 tonnes pour les exportations de concentrés de protéine de lait et de poudre de lait écrémé représente un sérieux défi!

Pour y faire face, c'est l'ensemble de la filière qui doit déployer des efforts. À la ferme, nous allons travailler à réduire les quantités de SNG produites, et ce, dans toutes les provinces. De leur côté, les transformateurs doivent augmenter leur capacité de transformation et développer de nouveaux débouchés. Cela nécessitera d'importants investissements pour lesquels nous aurons besoin d'un appui politique. Je tends la main à tous nos gouvernements pour qu'ils fassent preuve d'imagination et qu'ils travaillent avec nous sur une vision à long terme pour notre industrie.

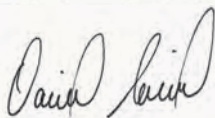
Pour ce qui est du futur, nous continuons de demander au gouvernement de respecter son engagement de ne plus faire de concessions dans le secteur laitier dans les futures négociations commerciales. Le Canada a d'ailleurs démontré qu'il en était capable en concluant un accord commercial transitoire avec le Royaume-Uni sans sacrifier aucune part de marché supplémentaire.

Chaque fois que notre gouvernement concède un accès aux marchés laitiers, un plus grand nombre de produits laitiers canadiens sont remplacés par des produits étrangers sur les tablettes de nos magasins. Ce sont nos fermes qui sont mises en péril par ce genre de décisions. Ça influe sur nos familles de producteurs, les personnes qui gagnent leur vie grâce au secteur laitier et nos collectivités rurales. Nous devons mettre fin à cette érosion si nous voulons que l'industrie laitière canadienne conserve sa vigueur et son dynamisme.

En mars, la Chambre des communes s'est prononcée en faveur de l'étude en comité du projet de loi C-216 qui vise à empêcher les brèches dans la gestion de l'offre dans les prochaines négociations d'ententes commerciales. Même s'il reste à être adopté en troisième lecture, c'est un moment très important dans la défense de notre système! L'Assemblée nationale du Québec a elle aussi renouvelé son appui en adoptant une motion qui demande au gouvernement du Canada de protéger intégralement le modèle de gestion de l'offre dans le cadre des accords internationaux à venir. Un autre symbole très fort!

Ces appuis sont le reflet de longues années de discussions avec nos élus pour les sensibiliser à nos enjeux et aux impacts de leurs décisions sur notre industrie, nos entreprises, nos familles. C'est le résultat d'un effort national, mais aussi du leadership de notre province et de nos producteurs dans ces revendications.

D'autres accords commerciaux seront certainement négociés dans les prochaines années. Il est important de maintenir nos appuis pour conserver notre système de gestion de l'offre et nos marchés sans brèches additionnelles. Il nous appartient de promouvoir notre gestion de l'offre qui assure une production locale et une sécurité alimentaire pour tous. Nous sommes plus de 10 000 propriétaires de fermes laitières au Québec. Il ne faut pas sous-estimer notre rôle important pour informer nos concitoyens.



DANIEL GOBEIL
président